L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau : 72 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.
JEUDI 12 AVRIL 1888.

PETITES ANNONCES.

PENSION—Grandes chambres bien aérées, à $2, $3 et $4 la semaine; pension, $3.50, dans une famille française, 216 Bourbon, entre Dumaine et St-Philippe. 4avril—

A. B. Philips, notaire, 5 Comi. Place, peut prêter sur hypothèque de $60 à $60,000. 29 déc—6m

DEMANDES.

ON demande—De bonnes ouvrières en robes, chez Mme E. Hureau, No 9 rue Chartres. 12avril—1f

ON demande—Des femmes pour faire du linge de dessous; Sadresser 171 rue Ste Remparts. 5 avril—1 sem

A LOUER.

A LOUER—La Boulangerie avec deux fours No 128 rue Marais, très bien située et en bon état à un prix modéré. Pour les conditions, s'adresser No 41 Nord Remparts. 31mars—15j.

MAISON à louer—Escalgarne Dumaine et Bourgogne avec installation de comptoir et étagère pour épicerie ou magasin. S'adresser No 137 rue St. Pierre. 24mars—1m.

Succession de Mme Ernestine Lacroix.

ANNONCES POLITIQUES.

TICKET REPUBLICAIN.

GOUVERNEUR,
H. C. WARMOTH,
de Plaquemines.

LIEUTENANT GOUVERNEUR,
ANDRE HEREO, Jr.
d'Orléans.

SECRÉTAIRE D'ETAT
JOHN F. PATTY, Cr.
de Ste Marie.

TRESORIER,
R. F. SANDERS,
de Lafayette.

AVOCAT GÉNÉRAL,
ROBERT RAY,
de Ouachita.

AUDITEUR,
JAMES MORGYTHE,
de Catahoula.

Election 17 avril 1888.

Attendu que le parti républicain s'est voué à l'éducation de tout le peuple et a toujours favorisé toutes les entreprises qui tendaient à servir cette instruction sur une base solide dans l'Etat de la Louisiane;

Attendu que la question de sanctionner la dite publique n'a pas de caractère politique, mais bien publique et pour le bien-être de tous;

Attendu que dans la personne de l'Honorable Joseph A. Breaux, ancien Représentant libre, nous reconnaissons un ami dévoué des intérêts de l'éducation et un conservateur de la vieille école en Louisiane, un conservateur de la vraie signification de ce mot, possédant l'intégrité larges et libérales dont l'honnêteté et l'habileté ne sont contestées par personne, et dont l'élection assurera, par suite, une haute compétence au point de vue de l'assurance d'une justice égale et impartiale dans la considération des questions dans toutes les classes en dehors de toute antagonisme de race, de couleur ou de servitude antérieure;

Résolu que nous engageons tous les électeurs républicains de cet Etat à accorder leurs suffrages à l'Hon. Jos. A. Breaux pour la place de surintendant de l'instruction publique.

PLATEFORME.

Nous, les représentants du parti républicain en Louisiane, réunis en Convention, déclarons que les résolutions suivantes sont l'énoncé des principes cardinaux du parti républicain de cet Etat:

Nous signalons avec découragement aux décisions essentielles et commerces par le temps du présent, les différences qui existent entre les républicainsme, telles qu'elles sont énoncées dans la plate-forme nationale du parti, réunis en Convention à Chicago en juillet 1884, puissa Convention, à laquelle l'impartiale et la mise en vigueur de cette Plateforme assurera à chacun de race, de couleur ou de servitude antérieure, et ment de la liberté des institutions libres et libérales et du gouvernement populaire.

Nous condamnons les fraudes en matière de commerce libre de l'administration du Président Cleveland et l'organisation de la Chambre des Représentants à Washington qui l'assume pour spécialement changement de Bill libre échange lequel a compose la cause des voies et moyens de manière à mettre le comble des voies et moyens de manière à mettre le comble des industries manufacturières du pays et tout particulièrement celle de notre Etat—le sucre et le riz. Nous voyons avec étonnement non représentants au Congrès voter pour l'organisation que nous condamnons.

Nous n'avons pas vu avec moins de surprise

LA DERNIERE CONVENTION DEMOCRATIQUE

à Baton Rouge ignorer entièrement la question de protection pour nos produits, et ne pas donner son cordiale adhésion au Président Cleveland, dans ses tendances pernicieuses et son mépris des intérêts de notre pays, ainsi que pour la prospérité de notre Etat bien aimé et du peuple.

Croyant qu'il est du devoir du gouvernement d'Etat de favoriser et de protéger les intérêts agricoles et manufacturiers ainsi que ceux de l'Etat, nous souffrirons ainsi que ceux de l'Etat, nous souffrirons ainsi que ceux de l'Etat, nous souffrirons